

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-bolivien-tente-une-sortie-de-crise>

Le président bolivien tente une sortie de crise

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : dimanche 5 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por Alvaro Suazo

Associated Press. La Paz, 3 juin 2005

Estimant que la Bolivie vit actuellement une crise extrêmement dangereuse, et cherchant à la désamorcer alors que La Paz est virtuellement paralysée depuis deux semaines, le président Carlos Mesa a annoncé la convocation d'une assemblée constituante pour le 16 octobre, jour où se tiendra également un référendum sur de plus grandes autonomies régionales.

Les partis politiques ayant échoué à se mettre d'accord sur ces deux exigences, parmi les principales des manifestants, le président a annoncé ces mesures par décret. « Le pays vit des heures d'une extrême urgence, une situation extrêmement dangereuse. Le pays est soumis à des pressions et tensions qui peuvent le faire exploser », a déclaré Carlos Mesa.

Les manifestations de rues et blocages des routes, organisés depuis El Alto, l'immense cité-dortoir surplombant La Paz, ont quasiment paralysé la capitale andine depuis le 16 mai.

Paysans, mineurs, étudiants, réclamaient au départ la nationalisation du secteur des hydrocarbures. Ils ont ensuite rajouté une autre revendication, l'organisation d'une assemblée constituante, pour rédiger une nouvelle loi fondamentale prenant en compte les droits des populations indigènes pauvres et laissées pour compte, et leur permettre une plus grande participation à la vie politique et sociale du pays, dont elles représentent plus de la moitié des 3,8 millions d'habitants.

La nationalisation du secteur des hydrocarbures, au coeur de tous les troubles que vit la Bolivie depuis 2003, devrait également figurer dans le texte constitutionnel, selon ceux qui réclamaient la convocation de la Constituante.

Dans le même temps, face à eux, les représentants du patronat et des groupes de pression de la région de Santa Cruz, la plus riche du pays, coeur de la production pétrolière, se sont mis à leur tour à réclamer un référendum sur une plus grande autonomie régionale.

En annonçant que les deux auraient lieu le même jour, Carlos Mesa répondait à une des demandes du député Evo Morales, le patron des « cocaleros », dirigeant du MAS (Mouvement pour le socialisme), un des principaux chefs de la contestation.

Le président Mesa a également exhorté l'église catholique à promouvoir le « dialogue national pour aider à préserver l'unité et la démocratie dans le pays ».

Dans le même temps, le gouvernement a rejeté les suggestions selon lesquelles la Bolivie avait besoin d'une médiation de la part de l'Organisation des États américains (OEA).

On ne savait pas dans un premier temps si l'annonce de Carlos Mesa pourrait faire sortir le pays de la crise, qui a également empêché, depuis dix jours, députés et sénateurs d'entrer dans le bâtiment du parlement et fait monter les tensions entre manifestants et habitants de La Paz. Le fossé entre l'oligarchie blanche et l'immense majorité du pays, misérable et indigène, entre les plaines riches et l'Altiplano pauvre, est plus profond que jamais.